



pragmatique sensible à l'humeur du parti et du pays. Son âge - il a 64 ans - constitue, pour beaucoup de commentateurs, son principal désavantage et certains estiment qu'il n'a plus l'élan ni le dynamisme requis pour se mettre avec ardeur et résolution à la lourde tâche qui l'attend. Pourtant, l'on a noté la fermeté des propos dans sa première allocution télévisée après son élection et l'intention exprimée devant le groupe parlementaire travailliste de ne souffrir aucune discussion dans le parti, une référence évidente au vote récent aux Communes des députés de gauche, vote qui avait entraîné la défaite du Gouvernement à l'issue du débat sur la politique économique et obligé Wilson à poser la question de confiance.

Les principaux problèmes auxquels le nouveau Premier ministre devra s'attaquer sont la grave situation économique et financière de la Grande-Bretagne, le conflit irlandais et la régionalisation. Il aura aussi à maîtriser l'aile gauche du parti, plus bruyante et active il est vrai qu'efficace. Les prochaines échéances seront les négociations avec les syndicats au sujet du budget et de la deuxième phase de la politique salariale. A ce propos, il est intéressant de relever que le Chancelier de l'Echiquier, en présentant le budget le 6 avril, a fait une offre qui ne manque pas d'habileté. Le Gouvernement serait prêt à concéder une réduction d'impôts sur les salaires à condition que les syndicats acceptent de limiter les revendications salariales à environ 3 % pendant les douze mois à partir d'août prochain. La proposition a provoqué un beau tollé dans les milieux de l'opposition conservatrice qui voit dans cette astuce une abdication du pouvoir politique au profit des



syndicats. En réalité, le Gouvernement met ces derniers dans une posture peu confortable, car s'ils refusent le marchandage, ils courent le risque d'être accusés d'avoir empêché le Gouvernement de mener à bien sa politique anti-inflationniste. Loin d'abdiquer, le Gouvernement devra encore faire adopter par le parlement le compromis qu'il aura conclu avec les syndicats et si le tout venait à être rejeté aussi bien par le parlement que par les syndicats, il n'aurait pas d'autre alternative que d'en appeler au peuple par des élections générales.

L'arrivée de C. au no 10 de Downing Street met fin à l'incertitude concernant la politique du nouveau Premier ministre. Sous sa direction, le parti travailliste poursuivra la politique de socialisme non-dogmatique inaugurée sous Atlee et continuée sous Gaitskell et Wilson. L'électorat est rassuré après avoir redouté un instant la nomination d'un représentant de la gauche à la tête du parti. Il n'empêche que le succès remporté par Michael Foot, un idéaliste sentimental, lui permettra de jouer un rôle essentiel dans la politique du Gouvernement travailliste. Lui mieux que tout autre pourra faire admettre aux dirigeants syndicalistes une nouvelle limitation des hausses de salaires. Il sera aussi le porte-parole de la gauche dont l'influence sort ainsi renforcée.

Comme il fallait s'y attendre. C. a procédé à un remaniement ministériel qui met en évidence l'importance du rôle que Michael Foot sera appelé à jouer, Celui-ci cède le Ministère de l'emploi à l'un de ses subalternes pour devenir Lord President du Conseil et leader de la Chambre des Communes. Ses principales tâches dans cette fonction seront de maintenir l'unité du groupe parlementaire et de s'occuper de la délicate question de la régionalisation.



En dehors de cette concession substantielle à la gauche du parti, C. a choisi de renforcer la tendance modérée dans le gouvernement. Ainsi, les porte-feuilles les plus importants reviennent à M. Anthony Crosland, affaires étrangères, Peter Shore, environnement, Denys Healey et Roy Jenkins qui gardent, l'un la trésorerie, l'autre les affaires intérieures. Madame Shirley Williams, Secrétaire d'Etat au contrôle des prix et à la protection des consommateurs, voit ses attributions étendues. C. a éliminé des personnes aussi controversées que Madame Barbara Castle, ancien Ministre de la santé et des affaires sociales, MM. Edward Short, ancien leader de la Chambre des Communes et William Ross, ancien Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse. Parmi les quatre jeunes députés travaillistes promus au rang de ministres, tous sauf un, sont considérés comme des modérés.

A la surprise quasi générale, C. n'a pas nommé Roy Jenkins au poste de Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, homme qui, avec l'ancien Premier ministre conservateur, M. Edward Heath, jouit d'une solide réputation dans les milieux internationaux et d'une grande estime dans les cercles européens. Selon certaines rumeurs, Jenkins aurait fait les frais des pressions exercées sur C. par la gauche décidée à lui barrer le chemin d'une possible et prochaine élection à la tête du parti travailliste. L'on prête maintenant à Roy Jenkins l'intention de se retirer provisoirement de la scène politique anglaise et de poser sa candidature comme Président de la Communauté économique européenne lorsque le tour d'assumer ces fonctions reviendra à un Britannique l'année prochaine.

M. Anthony Crosland a peu d'expérience des affaires internationales. Homme très capable et intelligent, il s'est

montré plutôt tiède dans ses sentiments lors de la campagne précédant le référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun. Le Premier ministre ayant donc renoncé à mettre la personne apparemment la mieux qualifiée à la tête des affaires étrangères, il n'est pas exclu que Crosland n'y soit qu'à titre temporaire en attendant de pouvoir échanger son porte-feuille avec le Chancelier de l'Echiquier dès que celui-ci aura terminé les laborieuses négociations salariales avec les syndicats.

Tant le remaniement ministériel que l'élection de C. a été accueilli sans enthousiasme. L'on reconnaît pourtant que le Cabinet est composé d'excellents éléments, mais il n'est pas certain que tous soient utilisés au mieux. Le sentiment partagé par de nombreux milieux politiques est qu'il y aura encore des changements lorsque Jenkins quittera le Home Office pour Bruxelles. Healey et Crosland échangeraient leurs porte-feuilles et M. Merlyn Rees, actuellement Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, prendrait la succession de Jenkins.

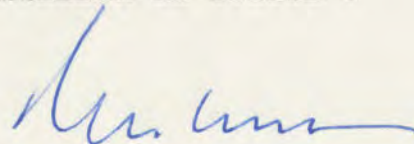
Sans vouloir jouer aux Cassandres, l'on peut se hasarder à faire quelques prévisions, somme toute assez plausibles, concernant l'éventualité d'élections anticipées soit en automne de cette année, soit au printemps 1977. D'ici à l'été, le Chancelier de l'Echiquier devra conclure un accord avec les syndicats. La hausse du coût de la vie qui s'est ralentie depuis le début de l'année, diminuera probablement davantage encore dans les prochains mois. La question de la régionalisation n'a pas encore trop ébranlé la position du



parti travailliste en Ecosse. De son côté, le parti conservateur qui ne possède pas de personnalités marquantes dans ses rangs, n'a pas défini de politique économique et financière; ses vues sur la régionalisation et le conflit irlandais ne divergent guère de celles préconisées par le parti travailliste. Le leader de l'opposition, Madame M. Thatcher, ne fait pas le poids face au nouveau Premier ministre. Enfin, le Gouvernement a perdu la majorité à la Chambre des Communes et ne détient pour l'instant que 314 sièges contre 316 pour les autres partis. Si la perte de la majorité aux Communes n'est pas grave, elle entraîne néanmoins des conséquences difficiles à évaluer, puisque le Gouvernement devient minoritaire dans les commissions parlementaires. Le travail législatif des commissions risque d'être entravé et ralenti.

Prenant en considération tous ces éléments (résultat des négociations salariales, baisse du coût de la vie, reprise, très lente certes, de l'économie, confiance dont le Premier ministre jouit) C. pourrait être tenté d'avancer la date des élections générales en vue d'améliorer sa position au parlement et de faire renouveler le mandat du parti travailliste pour quelques années. Le Royaume-Uni va probablement vivre des temps incertains qui ne contribueront pas à restaurer la confiance dans la situation économique du pays.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE :



(E. Thalmann)

RP No 22 / IN / po

Londres, le 12 avril 1976

R é s u m éLe nouveau Premier ministre s'installe

C'est donc sans surprise et sans enthousiasme que l'ancien Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. James Callaghan, a été élu par le groupe parlementaire travailliste pour succéder à M. Harold Wilson, en battant son rival le plus sérieux, M. Michael Foot, candidat de l'aile gauche du parti, au troisième tour de scrutin.

C., politicien chevronné et habile manoeuvrier, poursuivra la politique de son prédécesseur. Il sera entouré de fortes personnalités et d'hommes capables, qui sont pour la plupart de tendance modérée, mais qui ne sont pas tous utilisés au mieux. Deux inconnues planent sur les mois à venir. Le Gouvernement réussira-t-il à s'entendre avec les syndicats au sujet de la deuxième phase de la politique salariale? Dans l'affirmative, le Premier ministre ne sera-t-il pas tenté d'opter pour des élections anticipées? Le Royaume-Uni va probablement vivre des temps incertains qui ne contribueront pas à restaurer la confiance dans la situation économique du pays.